



7 M

MEMOIRE

présenté par le

RASSEMBLEMENT DES CITOYENS ET CITOYENNES DE MONTREAL

(RCM)

AUX AUDIENCES DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

portant sur

LA REFORME DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE MONTREAL

(Loi 46)

les 23, 24 et 25 février 1982



PREAMBULE

Le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) est une formation politique municipale officiellement reconnue et en conformité avec toutes les règles qui régissent l'existence des partis politiques selon les lois du Québec.

Fondé peu de temps avant les élections municipales de 1974, il est demeuré depuis lors un parti voué à la difficile démocratisation de nos institutions municipale et communautaire ainsi qu'à l'animation et la défense de ces quelque 46% à 44% des électeurs qui ont choisi, aux deux dernières élections, de s'opposer à cette autre formation politique qui règne en maître absolu d'abord à l'Hôtel de Ville et, trop semblablement, à la Communauté urbaine de Montréal.

.../

2/...

1. INTRODUCTION

Le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) tient tout d'abord à féliciter le gouvernement et plus particulièrement son ministre des Affaires municipales, monsieur Jacques Léonard, pour la profondeur du projet de réforme de la Communauté urbaine (CUM) qui est ici proposé. Peu d'entre nous s'attendaient à une loi d'une telle étendue et le RCM, même pas effleuré par les consultations antérieures menées par les agents du gouvernement auprès de diverses instances politiques locales, n'en est que plus agréablement surpris.

Le RCM reconnaît que toutes les difficultés encourues depuis plus de douze ans à la CUM ne s'en trouveront pas subitement aplanies. Il n'en saurait toutefois être autrement puisque certaines d'entre elles sont de nature essentiellement politique et qu'à ce niveau, il appartiendra aux Montréalais et à eux seuls, de modifier le cours des événements selon les orientations qu'ils auront choisies en temps opportun, possiblement très bientôt.

A l'examen de la Loi 46, le RCM s'est appliqué à l'évaluer selon deux critères principaux: d'abord le niveau d'amélioration des processus de démocratisation qui y sont proposés (et éventuellement les correctifs à y apporter) et d'autre part, le degré de rattrapage que cette loi offrira aux Montréalais face aux retards ou aux hésitations que le gouvernement a éprouvé dans l'application de certaines lois fondamentales récentes (telle la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme) en regard du territoire municipal et communautaire de Montréal. Le RCM s'est donc particulièrement attaché aux éléments de la loi qui redéfinissent les responsabilités des élus, qui favorisent une plus grande transparence et une participation accrue des citoyens tout en évaluant dans quelle mesure cette loi contribue à redonner aux Montréalais des droits égaux ou comparables à ceux des habitants des autres municipalités du Québec.

.../

3/...

A ces deux ordres de préoccupation, des correctifs s'imposent et seront indiqués dans les lignes qui suivent. Toutefois, par suite de l'adhésion générale que suscite parmi les membres du RCM le présent projet de loi, nos critiques tendront à en respecter l'économie générale et, partout où cela s'avère possible, nos contre-propositions viseront à s'insérer dans son cadre plutôt qu'à en bouleverser la structure et l'esprit qui la gouvernent.

2. LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE MONTREAL

Le RCM est particulièrement satisfait des réformes proposées quant à la composition du conseil et aux responsabilités qui lui sont attribuées.

Plus spécifiquement, il nous apparaît que le mode de représentation constitue une plus juste application des règles fondamentales de la démocratie en ce qu'il confère un poids égal selon le chiffre de population. Tout au plus peut-on ici regretter que la formule retenue n'incitera guère le regroupement de certaines petites entités municipales et que l'anachronisme de certains découpages dans le territoire de la CUM risque de créer quelques difficultés au moment de planifier son aménagement.

Par ailleurs, le RCM s'interroge sur le mérite d'avoir reconduit, sous une forme différente, la règle de la double majorité comme premier mode d'adoption au conseil. Il nous semble que si cette disposition avait pour effet de surmonter les réticences de certaines municipalités lors de la création de la CUM, elle risque aujourd'hui d'enfermer ses deux grandes composantes dans des réactions conditionnées et même des retranchements préjudiciables à un véritable esprit communautaire.

3. LES COMMISSIONS PERMANENTES DU CONSEIL

Les commissions permanentes du conseil constituent certes l'un des éléments les plus attrayants et novateurs (pour la communauté montréalaise...!) contenus au présent projet de loi.

.../

4/...

Outre leur caractère public qui favorisera une plus grande participation des citoyens, le RCM voit dans la constitution de ces commissions une façon d'incarner un niveau de responsabilité politique plus identifiable parmi les élus au conseil et plus précis encore chez les membres du Comité exécutif de la communauté.

Nous tenons ici à mettre en garde le gouvernement contre les arguments dilatoires que cette "innovation" ne manquera pas de susciter chez les tenants d'une administration cachottière et subreptice que le RCM ne connaît que trop bien. Que l'on ne vienne surtout pas arguer qu'à Montréal de telles commissions serait ignorées du public! On n'a, pour se convaincre du contraire, qu'à se rappeler qu'à la CUM sur des questions relatives au transport, un passé récent nous a valu une pétition de 70,000 signataires, une seconde de 50,000 et une troisième, toute chaude encore, de 15,000 usagers en une seule semaine. Sur des questions relatives à la conservation et l'aménagement du territoire, ces quatre dernières années nous auront valu, à Montréal, plus de 100,000 pétitionnaires... et avec des sujets comme celui de l'île d'Argent, on est loin de l'épuisement des groupes concernés! Quoi qu'il en soit, nous ne nous étendrons pas ici plus longuement sur les mérites de ces commissions devant vous, membres de la présente commission parlementaire...

Avant d'entreprendre l'examen plus spécifique de chacune de ces commissions, nous aimerions attirer l'attention du législateur sur un point général.

Ce point résulte de notre expérience en tant que parti de l'opposition face à une administration qui abuse constamment de la notion de confidentialité pour cacher ses moindres gestes. Le RCM insiste pour que l'article qui prévoit l'accessibilité du public aux études, rapports administratifs, etc. soit assorti d'une pénalité suffisamment forte pour dissuader l'élus ou l'employé de la CUM qui serait tenté de se soustraire aux obligations de la présente loi. Notons au passage qu'il s'agit là d'un aspect souvent négligé dans les législations visant à assurer la pleine et entière accessibilité à l'information pour le public en général. Dans les circonstances que nous connaissons et tenant compte de certaines expériences, le RCM ne saurait trop inciter le

.../

5/...

gouvernement à se méfier des aptitudes de la présente administration municipale à paver les enfers à l'aide de vos meilleures intentions législatives.

3.1 La Commission permanente des finances

D'accord avec l'ensemble des articles qui se rapportent à la Commission permanente des finances le RCM s'étonne cependant du très court délai dans lequel le ministre des Affaires municipales est mis en situation d'arbitrer et même d'imposer un budget à la CUM en cas de désaccord. Il nous semble que la date du 15 janvier qui met en route ce pouvoir ministériel suit de trop près la date limite d'adoption (au plus tard le 1er janvier), selon les règles normales, par le conseil du nouveau budget et contredit, dans son esprit, les dispositions de l'article 77 de la Loi 46 (modifiant l'article 248 de la Charte de la CUM tel qu'amendé par l'article 7 du chapitre 73 des lois de 1972 et l'article 21 du chapitre 82 des lois de 1974 et imposant la reconduction automatique du budget précédent, par tranche trimestrielle). Comprenons-nous bien ici sur le sens de notre objection: il ne nous appartient pas d'aviser le ministre que, de cette manière, il s'expose à devoir réagir dans un délai très court (15 jours) mais plutôt il nous sera permis de considérer que le sursis pour une entente au sein du conseil (tel qu'élaboré à l'article 77) sous la "menace" d'une intervention ministérielle serait plus efficace si celle-ci prenait effet à compter du 15 février.

Par ailleurs, l'article 77 du projet de loi 46 qui modifie, en son article 248.a, la loi de la Communauté urbaine de Montréal nous ramène à un problème déjà soulevé par le passé, soit celui d'une nouvelle administration portée au pouvoir à l'Hôtel de Ville de Montréal et dont la première responsabilité administrative (et combien politique!) serait de se voir confrontée à très court terme avec le budget élaboré par la formation politique sortante (et dans le cas qui nous intéresse, effectivement sortie...). Si l'on considère que le budget de la Ville de Montréal de même que celui de la CUM se préparent environ de six (6) à huit (8) mois à l'avance, on ne peut considérer les quelques semaines de délai additionnel définies à l'article 248a

.../

6/...

de la loi 46 comme suffisantes pour parer à une telle situation. Comme nous sommes, d'autre part, en accord avec la récente mise en concordance du cycle budgétaire municipal avec l'année fiscale, il ne nous reste plus qu'à réitérer notre proposition antérieure d'élections municipales périodiquement tenues entre la mi-mai et la mi-juin.

3.2 La Commission permanente du transport en commun

Il est peu de points sur ce sujet dans la loi 46 avec lesquels le RCM ne soit d'accord si ce n'est l'article 96 se rapportant à l'article 274a de la loi de la CUM et fixant à dix (10) ans la durée du mandat du président-directeur général et des deux autres commissaires de la CTCUM.

Il nous apparaît, à l'usage, qu'une nomination pour cinq (5) ans, reconductible, serait beaucoup plus appropriée.

Deux omissions nous apparaissent toutefois devoir être signalées.

La première devrait être corrigée par l'obligation, établie dans la loi, faite à la Commission permanente du transport en commun de susciter la constitution d'un comité des usagers du transport qui soit son répondant privilégié en certaines matières telle la qualité et la fréquence des services offerts, la consultation sur certains tracés, etc...

La seconde omission porte sur une nouvelle affirmation de la capacité juridique de la CTCUM de s'associer à toute autre entreprise existante, tant privée que publique, dans le domaine du transport en commun sur des territoires extérieurs mais voisins de celui de la CUM. Aux yeux du RCM, il serait très souhaitable de voir la CTCUM exercer un certain leadership dans le domaine du transport en commun à l'échelle de la région métropolitaine.

3.3 La Commission permanente de l'environnement

Pour le RCM, notre mécontentement provient bien

.../

7/...

plus des sursis négociés entre la CUM et le gouvernement quant au maintien des activités de certains pollueurs non seulement privés mais institutionnels (tel l'incinérateur municipal, rue des Carrières, à Montréal) que de la rédaction des articles qui se rapportent aux questions environnementales dans le présent projet de loi.

En ces matières, l'expérience nous enseigne que les lois et règlements ont moins d'effets que les pressions exercées par le public. A cet effet, le RCM recommande que l'une des tâches principales de cette commission soit de faire établir obligatoirement et avec révision annuelle, la liste des principaux pollueurs de l'eau comme de l'air établis sur le territoire de la CUM.

Par ailleurs, le RCM recommande que la Commission permanente de l'environnement produise annuellement un rapport sur les taux de pollution de l'air et, s'il y a lieu, de l'eau relevés localement sur l'ensemble du territoire de la CUM.

Enfin, un peu à la manière de ce qui a été dit à propos d'une extension possible du territoire de desserte de la CTCUM, le RCM suggère que le Service de l'assainissement des eaux de la CUM puisse conclure des ententes de service avec des organismes situés hors des limites de la CTCUM.

Peut-être que de la sorte, des situations frisant l'absurde, pourront être évitées (telle celle de Laval rejetant ses eaux usées, après traitement partiel, dans la Rivière-des-Prairies alors que la CUM pour sa part a établi à coup de certaines de millions, un grand collecteur au long de cette même rivière pour rejeter ses eaux usées, après traitement, dans le fleuve Saint-Laurent!) Idéalement, il nous apparaît que toute l'expertise développée à la CUM devrait être progressivement étendue à l'ensemble de l'archipel qui constitue la "pointure" adéquate pour vraiment solutionner les problèmes liés à tous les usages de l'eau dans la région métropolitaine.

3.4 La Commission permanente de l'aménagement

Cette commission est déjà en opération depuis quelques années. La nouveauté apportée par la loi 46 réside essentiellement dans le fait que la CUM se voit jusqu'à un certain point transformée en municipalité régionale de comté (MRC) pour les fins de l'application de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Voilà qui fait des résidents de la CUM des citoyens à part entière du Québec. De surcroît, ces résidents de

.../

8/...

la CUM auront le bonheur de se voir dotés d'un schéma d'aménagement adopté dans les trois (3) ans suivant la date d'entrée en vigueur de la présente loi 46. Après plus de dix (10) ans de tergiversations politiques, voilà qui sera sûrement apprécié!

Toutefois, le RCM estime que la loi 46 (en ajoutant que deux contenus obligatoires additionnels pour le schéma de la CUM à ceux décrits à l'article 5 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ne se montre pas tout-à-fait assez exigeante.

Il nous semble en effet que le schéma devrait comporter, tels que déterminés par les municipalités membres de la CUM, les programmes particuliers de réaménagement, de restauration et de démolition de même que la séquence de construction des équipements urbains et des réseaux et terminaux d'aqueduc et d'égoûts.

De plus, il nous apparaît que l'obligation faite au schéma selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme d'inclure "l'identification des territoires présentant pour la MRC un intérêt d'ordre historique, culturel, esthétique ou écologique" ne saurait suffire dans le cas de la CUM. Il nous faut ici dans tous ces domaines un véritable inventaire exhaustif.

Par ailleurs, le RCM considère que s'il est un territoire urbanisé au Québec qui se prête bien à l'envoi par courrier (ou autrement) de résumé de la proposition préliminaire d'aménagement à chaque numéro civique, c'est bien celui de la CUM. Aussi nous considérons que le nouvel article 264.2,5e que la loi 46 propose d'inclure à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme soit modifié pour rendre cette procédure obligatoire. Egalement, le RCM estime qu'un tel résumé devrait être disponible dans la langue des principales communautés culturelles de la CUM.

Enfin, il nous est apparu, à la lecture de la loi 46, que l'article 264.2 déjà mentionné, au grand paragraphe de l'alinéa 10e, introduisait une phrase dont le sens nous demeure obscur. Je cite: "Dans une disposition mentionnée au premier alinéa, un renvoi à une autre disposition de la présente loi qui ne s'applique pas à la Ville de Montréal est censé être un renvoi à la disposition correspondante de la charte de cette ville, s'il y a lieu." (sic!)

En fait, nous craignons ici de trop bien comprendre et, pour le RCM, il nous semble que la Ville

.../

9/...

n'étant nullement tenue, en vertu de sa charte, d'élaborer des plans d'aménagement de son territoire, on vient d'ouvrir par cette petite phrase confuse une énorme échappatoire au processus de planification et aux interactions que la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme veut favoriser entre le schéma d'une MRC et les plans et règlements d'urbanisme de toutes et chacune de ses composantes municipales.

Si tel est bien le cas, le RCM n'en voit nullement les justifications. Même si la présente administration à l'Hôtel de Ville de Montréal a sciemment laissé dépérir son propre service d'urbanisme, même si elle s'avère d'une lenteur extrême dans l'élaboration de ses plans et règlements (on pense à ce fabuleux plan de zonage du centre-ville, à l'étude depuis 1969 et faisant présentement l'objet de consultations occultes auprès des principaux promoteurs et agents immobiliers...) on doit ici rappeler que le processus de planification institué par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme accorderait sept (7) ans à la Ville de Montréal pour rendre ses propres plans et règlements conformes à un schéma de la CUM qu'elle aurait elle-même contribué à élaborer dans toutes ses parties!

A la présente étape de l'examen de la loi 46, le RCM espère vivement être détrompé dans ses appréhensions. Toutefois, s'il en allait autrement, sachez que le RCM n'accepterait pas qu'après avoir placé la CUM à l'heure des autres MRC du Québec on introduise un nouveau décalage horaire pour les seuls Montréalais. Ceux-ci exigeront sûrement d'être également à l'heure juste, en tout cas la même que pour tout le reste du territoire de la CUM et du Québec. Les citoyens de Montréal n'accepteront sûrement pas autre chose que d'être égaux avec le reste des Québécois en regard d'une loi fondamentale comme celle sur l'aménagement et l'urbanisme!

3.5 La Commission permanente de sécurité publique

Là encore nous croyons découvrir à tout le moins une faute de cohérence entre les intentions exprimées dans les documents explicatifs sur la loi 46 tels que fournis par le ministère des Affaires municipales et la rédaction qui nous est ici proposée. Le RCM a toujours revendiqué un plus grand contrôle des élus de la CUM sur l'administration de la police. Ceci paraissait devoir être atteint par la Commission permanente de sécurité publique au sein de l'Exécutif. Or,

.../

10/...

à la lecture de la loi, l'administration de la police est maintenue sous l'autorité de son directeur. Ceci nous paraît un retour en arrière inacceptable.

Mentionnons, en terminant sur ce sujet, que le RCM accepte qu'exception soit faite à la règle de pleine accessibilité du public aux documents lorsqu'ils se rapportent à des matières faisant l'objet de séances à huis clos.

4. Le comité exécutif

Même s'il endosse dans son ensemble l'économie générale du projet de loi 46 qui nous est présentement soumis, le RCM tient ici à exprimer son opposition à l'affaiblissement du pouvoir politique de la composante centrale que constitue la Ville de Montréal.

Faut-il rappeler aux membres de cette commission parlementaire que, sans Montréal il n'y aurait guère de banlieue? Faut-il rappeler que sans le dynamisme et la vitalité de Montréal, les municipalités environnantes seraient en tout point comparables à la plupart des quelques 1500 municipalités du Québec? Faut-il rappeler tout le rayonnement et tout l'entraînement de Montréal non seulement dans la grande région métropolitaine mais aussi auprès du Québec tout entier? Faut-il vous rappeler, messieurs les membres de cette commission parlementaire, tout ce qui fait de cette ville une forte personnalité bien distincte tant sur le plan métropolitain et régional, que national et même international?

Pour le RCM, inscrire la Ville de Montréal, dans le Comité exécutif de la CUM, à parité égale avec l'ensemble de sa banlieue, le tout coiffé par une présidence indéterminée, constitue une menace redoutable pour la nécessaire prépondérance de Montréal.

Cette prépondérance indispensable pour le RCM, n'est pas ici l'expression d'une vanité chauvine ou d'un esprit de clocher inspiré d'une autre époque. La Ville de Montréal doit quotidiennement supporter les charges et responsabilités de cette prépondérance en maintenant au bénéfice de toute la communauté urbaine de Montréal (sans compter le reste de la région métropolitaine) une quantité de services difficilement estimables mais dont l'importance doit être expressément reconnue

.../

11/...

dans cet organisme stratégique que constitue le Comité exécutif de la CUM.

Même si l'on ne saurait, en bonne démocratie, prendre en compte tout ce qui contribue à la plus grande richesse de Montréal lorsqu'on la compare aux villes de banlieue, il nous apparaît comme un déni des règles de cette même démocratie que de ramener la population montréalaise à un mode de partage des pouvoirs au sein de l'Exécutif de la CUM qui constitue une véritable sous-représentation politique. Que l'on se réfère aux données de population contenues dans les documents du ministère des Affaires municipales ou encore à celles issues du dernier recensement, Montréal prédomine suffisamment pour avoir droit à une certaine prépondérance dans tous les modes de représentation, ce que la présente loi 46 lui retire dans la composition du Comité exécutif.

Pour le RCM, pour un parti politique municipal farouchement attaché au respect des mécanismes démocratiques, pareille proposition est inacceptable et doit être modifiée de sorte que tant et aussi longtemps que la Ville de Montréal renfermera la majorité de la population de la CUM, elle se verra attribuer une voix prépondérante au Comité exécutif de la CUM.

En conséquence, et compte tenu de notre accord plein et entier à la constitution des commissions permanentes du conseil établies selon un mode de parité entre la banlieue et Montréal, en raison également de notre approche face à la loi 46 qui cherche à en respecter l'économie générale, le RCM propose que celle-ci soit modifiée quant à la seule présidence du Comité exécutif qui devrait obligatoirement échoir à un représentant de la Ville de Montréal.

Nous estimons, en terminant, que les dispositions visant à retirer au président de la CUM sa charge d' élu municipal sont potentiellement garantes d'une absence de partisanerie dans l'exercice de cette importante fonction et devraient rassurer les représentants des banlieues dans leurs craintes d'une "hégémonie" montréalaise. Enfin, il nous semble que la possibilité de reconduire un président de la CUM pour un second mandat de quatre (4) ans sans le forcer à un retour devant ses électeurs s'avère acceptable dans la mesure où ce privilège se limite à cette seule période et n'est pas autrement répétitive.

.../

CONCLUSION

Nous aimerions, pour conclure, mettre en garde tous les membres de l'Assemblée nationale ici présents contre les représentations que ne manqueront pas de faire les délégués de l'administration municipale montréalaise actuelle (mais bientôt sortante...)

Il est à prévoir que celle-ci multipliera les objections et les mesures dilatoires face à une quantité d'actions que la loi 46 lui impose aujourd'hui alors qu'il a toujours été en son pouvoir de les entreprendre ou de les mener à terme (v.g. le schéma de la CUM). On peut, par exemple, s'attendre à de fortes objections à l'égard des commissions permanentes du conseil de la CUM de la part d'une administration qui a toujours dévalorisé son propre conseil de Ville...

Il faut ici que le parti d'opposition à l'Assemblée nationale tout autant que le parti gouvernemental soient fermes et résolus à résister aux manoeuvres partisans. A ce titre, le territoire de la CUM comporte trente et une (31) circonscriptions électorales à peu près également réparties entre les deux formations politiques présentes à l'Assemblée nationale. Plus important encore, il nous semble que l'enjeu réel porte présentement sur une certaine organisation politique et sur l'aménagement d'un territoire qui renfermera près du tiers des Québécois.

Si certains représentants de Montréal témoignant ici ne pouvoir s'adapter aux réalités politiques et administratives des années 80, le R.C.M. les invitera bientôt à se recycler hors de l'exercice du pouvoir!

Au-delà des structures administratives c'est le niveau d'élévation des hommes politiques qui constitue la valeur réelle de nos institutions...

RESUME DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS:

A - POINTS MAJEURS:

- A.1 Qu'en raison du poids prépondérant qui, à tous égards, doit être attribué à la Ville de Montréal, la présidence du Comité exécutif de la CUM soit réservée à l'un de ses représentants.
- A.2 Que les mécanismes prévus par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme pour la constitution du schéma d'une MRC et la mise en conformité des plans et règlements d'urbanisme de chacune de ses composantes municipales soient non seulement applicables à la CUM et aux villes de banlieue mais aussi à la Ville de Montréal nonobstant sa charte actuelle.
- A.3 Que le directeur de la police de la CUM soit établi sous l'autorité de l'Exécutif de la CUM.
- A.4 Qu'en raison de la mise en concordance des cycles budgétaires municipaux avec l'année fiscale, soit abandonnée la pratique des élections municipales en novembre et qu'elle soit remplacée par des élections en mai ou début juin.

B - AUTRES POINTS SOULEVES:

- B.1 Au conseil de la CUM, la double majorité est-elle vraiment nécessaire et utile?
- B.2 Que la règle de pleine accessibilité du public à l'information soit assortie d'une pénalité sévère pour tout contrevenant, élu ou employé de la CUM.
- B.3 Que seuls les documents pertinents aux cas examinés à huis-clos à la Commission de sécurité publique soient soustraits à la règle de pleine accessibilité à l'information.

- B.4 Que le PDG ainsi que les deux commissaires de la CTCUM soient nommés pour une période de cinq (5) ans renouvelable (plutôt que dix).
- B.5 Que la Commission du transport en commun institutionnalise ses rapports avec un comité des usagers.
- B.6 Que soient étendues certaines capacités de la CTCUM à l'échelle de la région métropolitaine.
- B.7 Que la Commission de l'environnement produise annuellement une liste des principaux pollueurs sur le territoire de la CUM.
- B.8 Que la Commission de l'environnement produise un rapport annuel sur les taux de pollution relevés localement sur le territoire de la CUM.
- B.9 Qu'un schéma de la CUM comporte obligatoirement, outre les sujets établis par la loi 46:
 - . une identification des programmes particuliers de réaménagement, de démolition et de restauration,
 - . l'inventaire exhaustif des points d'intérêt d'ordre historique, culturel esthétique ou écologique,
 - . la séquence de construction des équipements urbains et des réseaux et terminaux d'aqueduc et d'égoûts municipaux.
- B.10 Que la proposition préliminaire du schéma d'aménagement soit distribuée à chaque résident de la CUM avec possibilité d'une version rédigée dans la langue de chacune des principales communautés culturelles.
- B.11 Que la possibilité pour le président du Comité exécutif de la CUM d'être reconduit à un second mandat de 4 ans sans être réélu ne puisse être répétée au-delà de cette période.